

Impôt sur le revenu—Loi

Cette période est absolument cruciale pour le pays. Nous avons désespérément besoin d'une direction ferme et non pas faiblarde. Les libéraux détiennent la majorité à la Chambre. Personne d'autre que les libéraux ne saurait assumer cette direction. Je prie instamment les députés d'en face de ne pas se tenir cois lors des caucus mais d'exhorter plutôt le premier ministre et le ministre des Finances à s'attaquer aux véritables malaises du pays et à faire preuve de fermeté à cet égard. Tâchons de remettre ce pays sur pied. Nous en avons les moyens. Si le gouvernement s'en rendait vraiment compte et en mesurait toute l'ampleur, alors peut-être les obstacles auxquels nous ferions face seraient moins nombreux. Mais entre-temps, nous sommes obligés de perdre notre temps à étudier ces bêtises dont le gouvernement prétend constituer sa politique économique. Dans les jours à venir, mes collègues étudieront les divers aspects du projet de loi. Ils parleront de ses répercussions néfastes sur la petite entreprise, l'agriculture, le secteur énergétique privé et les particuliers.

Avant de clore mes observations, je voudrais vous signaler un fait intéressant: en lisant la motion des voies et moyens relative à ce projet de loi, j'ai constaté qu'à une ou deux exceptions près, presque tous les points intéressants et avantageux pour les Canadiens—qui apporteraient des améliorations—sont plagiés du budget du député de Saint-Jean-Ouest, présenté en décembre 1979. Depuis la défaite du budget en question, au grand dam des Canadiens, le gouvernement ne nous a vraiment rien présenté de sérieux.

M. Wilson: Le gouvernement est très fatigué.

M. Andre: Ironiquement, le gouvernement est au pouvoir depuis un peu moins d'un an et, pourtant, il est déjà très fatigué, épuisé, sans énergie, et j'irais même jusqu'à dire sans chef.

M. Bob Rae (Broadview-Greenwood): Monsieur l'Orateur, j'aimerais profiter de l'occasion pour présenter mes excuses au ministre des Finances (M. MacEachen), parce que la dernière fois que j'ai pris la parole avant les vacances de Noël, j'ai dit quelque chose d'inhabituel pour moi. J'ai fait une remarque personnelle au sujet du ministre et j'aimerais me rétracter. J'ai dit qu'il n'avait ni caractère ni courage. Je retire sans réserve la remarque concernant son courage. Il en faut beaucoup pour être ministre des Finances dans un gouvernement libéral et venir jour après jour défendre à la Chambre le genre de programmes que le ministre a présentés à la Chambre.

Mlle Jewett: Quels programmes?

M. Rae: J'emploie le terme dans son sens le plus vague. C'est dans cet esprit que je retire la remarque concernant le manque de courage du ministre.

Le député de Calgary-Centre (M. Andre) qui m'a précédé, a discuté d'un terme qui est devenu à la mode. Au fur et à mesure où des termes deviennent à la mode, le parti libéral et le gouvernement libéral se les approprient automatiquement. Le député de Calgary-Centre parlait de l'aspect offre de l'économie et du risque d'en arriver simplement à un accroissement de la demande en nous efforçant de sortir notre économie de la récession où elle se trouve, ce qu'aucun d'entre nous ne saurait nier, je pense.

Je tiens à dire au député de Calgary-Centre qu'étant donné les principes préconisés par son collègue le député de Saint-Jean-Ouest (M. Crosbie), il est un fait que j'ai dû donner

quelques explications sur les théories fondamentales de l'économie keynésienne, théories que son gouvernement et son parti n'avaient toujours pas comprises, à mon avis. Si je puis revenir sur une remarque que j'ai faite lors de mon tout premier discours à la Chambre, j'ai dit que le parti libéral était le champion de l'économie prékeynésienne, et que le parti conservateur était le champion de l'économie précambrienne. C'est un terme qu'il est bon—pas seulement parce que je l'ai employé—de réemployer de temps à autre. En fait, face à certaines tendances réactionnaires de la part de bien des gens qui s'occupent d'économie, de gouvernement et de politique, il convient de défendre les principes élémentaires que Keynes a proposés il y a 50 et même 60 ans au sujet de la nature d'une économie moderne. Cela ne veut pas dire qu'il ait résolu tous nos maux ni que ses idées aient été une panacée.

Il est évident que nous vivons en période postkeynésienne. Ce qu'il y a de remarquable c'est que Keynes, mort il y a plus de 30 ans, serait toujours considéré comme le représentant de la science économique moderne. Nous avons fait beaucoup de progrès depuis, et par définition, nous vivons en période postkeynésienne. Mais quand on entend encore ressasser les doctrines du XVII^e, du XVIII^e et du XIX^e siècles que nous rabâche le parti conservateur, il faut bien à l'occasion avoir une pensée aimable pour celui qui a fracassé tant de mythes il y a pas mal d'années.

Au sujet de l'économie de marché, j'aimerais citer quelqu'un que j'aurais cru beaucoup plus proche que moi intellectuellement, du député de Calgary-Centre. Je veux parler de M. Irving Kristol, qui est généralement considéré aux États-Unis comme un des penseurs du néo-conservatisme américain. M. Kristol écrivait le 19 décembre 1980 dans le *Wall Street Journal*, qui est une de mes lectures favorites quand je veux me distraire, la très intelligente observation qui suit:

L'ennui avec ce raisonnement...

Il parlait du raisonnement de certains économistes conservateurs, raisonnement qui ressemble à s'y méprendre à certaines choses que disait le député de Calgary-Centre.

... c'est la curieuse disjonction qu'il postule entre ce qu'on appelle l'offre et la demande. Ces deux termes sont des concepts purement analytiques, indispensables à l'économiste, bien sûr. Mais dans la vie réelle, il n'y a pas des gens qui, sur un trottoir, travaillent du côté de l'offre, tandis que d'autres se baladent sur le trottoir d'en face, côté demande. Il y a une rue et nous y marchons tous ensemble. L'action économique sur l'offre, cela ne veut pas dire qu'il faut réprimer la demande tandis qu'on encourage l'offre. Car si l'on réprime la demande, on réprimera l'offre du même coup, comme M^{me} Thatcher l'a découvert à son grand dam, et comme tous les hommes d'affaires le savent si bien, même s'ils l'oublient quand ils se mettent à parler économie.

Je veux simplement donner le coup de grâce à l'idée, si répandue suivant laquelle le moment serait mal choisi pour encourager la demande, pour encourager les consommateurs à faire leur choix sur le marché, pour les encourager à acheter si vous préférez, que le moment serait mal choisi pour s'occuper du niveau de vie et du pouvoir d'achat réel, qui ont chuté ces trois dernières années. On prévoit—et le vice-premier ministre et ministre des Finances l'a même confirmé dans son budget—que pendant deux ou trois ans encore, et même davantage, le pouvoir réel d'achat continuera de dégringoler. On se trompe grossièrement si l'on croit le meilleur moyen de lutter contre l'inflation actuelle ou de remédier aux problèmes économiques du Canada est de faire des problèmes des consommateurs au chapitre de la demande et du pouvoir d'achat et du fait que notre régime économique fonctionne à 75 ou 80 p. 100 de sa